

Bilan 2016

DES ORGANISMES LANAUDOIS S'INQUIÈTENT DE L'ÉTAT DES DROITS DES PERSONNES

(Joliette, le 26 janvier 2017) – Des organismes lanauois de Défense Collective des Droits de plusieurs secteurs se sont rencontrés en janvier afin de dresser l'état de la situation des droits dans la région. Malheureusement, ceux-ci constatent un certain recul quant au respect des droits des Lanaudois, droits pourtant garantis par les législations québécoises et canadiennes en matière de travail, de revenu, de libertés civiles, etc.

Une des premières constatations des groupes est le difficile accès au système juridique pour les personnes qui souhaitent se défendre et faire valoir leurs droits. « Qu'ils s'agissent des délais qui s'allongent pour le traitement des dossiers des travailleurs et travailleuses accidentés auprès du Tribunal Administratif du Travail, ou encore de locataires lésés à la Régie du logement, l'effet est le même : on restreint l'accès à la justice par l'alourdissement des procédures » indique Hélène Mathieu, de l'Association des Travailleurs et Travailleuses Accidentés du Matawin.

La qualité de vie et la dignité des personnes sont également mises à rude épreuve par les politiques d'austérité mises en place au cours des dernières années. Les coupes de services pour les personnes âgées à domicile ou en établissement, ou les dernières réformes à l'aide sociale n'en sont que quelques exemples. « Quand tu dois faire le choix entre être coupé et ne plus pouvoir subvenir à tes besoins ou aller visiter un parent malade à l'extérieur du Québec, tu te demandes où sont tes droits à la libre circulation, à la dignité et à l'égalité, droits inscrits dans la Charte canadienne » souligne Sylvain Caron, du Groupe d'Informations et de Défense des Droits Sociaux, évoquant la mesure de l'aide sociale qui restreint le droit de quitter le Québec pendant plus de sept jours consécutifs.

De façon plus générale, l'écart grandissant entre les riches et les pauvres est susceptible de multiplier les situations de dénis de droit. À cet égard, les groupes se disent préoccupés par l'augmentation fulgurante des demandes d'aide alimentaire (jusqu'à 50 % en un an dans certains cas) à travers toute la région, et ce, même dans les secteurs où des emplois ont été créés. « Il y a lieu de s'inquiéter des inégalités grandissantes dans notre société car elles contribuent au développement du populisme et du repli sur soi, et donc à un climat social sous tension comme on l'observe à l'heure actuelle chez nos voisins du Sud » explique Mylène Geoffroy, du Mouvement d'Éducation Populaire Autonome de Lanaudière.

La multiplication des attaques aux droits est d'autant plus alarmante que les organismes de Défense Collective des Droits n'ont reçu aucune majoration ni indexation de leurs subventions gouvernementales depuis maintenant 9 ans alors que durant cette même période, le coût de la vie a augmenté de plus de 13%. Afin de réaliser pleinement leur mission, les groupes de Défense Collective des Droits de tout le Québec demandent aux ministres des Finances et du Conseil du Trésor, Messieurs Leitao et Moreau, de rehausser leur financement de 40M\$ dès le prochain budget.

Rappelons qu'en plus d'offrir de l'aide et de l'accompagnement individuel, ces organismes ont pour rôle la promotion des droits via des activités de sensibilisation et d'éducation populaire, de mobilisation sociale, et de recherche et de vulgarisation. Chaque année, les organismes qui défendent les droits sociaux, acquis au fil des luttes populaires, contribuent à faire entendre la voix d'une partie de la population qui vit diverses formes d'oppression et que l'on a tendance à exclure du débat public, et contribuent ainsi à la vie démocratique de notre société.

Pour plus d'informations sur les organismes de Défense Collective des Droits, il est possible de consulter la revue « Austérité imposée, droits sociaux menacés » disponible à <http://www.defensedesdroits.com/revue-austerite-imposee-droits-sociaux-menaces/> .

- 30 -

Ont signé ce communiqué les organismes suivants :

Action DIGNITÉ Lanaudière

Action populaire des Moulins

Association des Travailleurs et Travailleuses accidentés du Joli-mont (ATTAJ)

Association des Travailleurs et Travailleuses Accidentés du Matawin (ATTAM)

Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (AQDR) – section Brandon

Groupe d'informations et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne (GIDDS).

Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (MÉPAL)